



HAL
open science

Le territoire apprenant. Apprendre des territoires à partir de l'action participative

Ouissame El Asri

► **To cite this version:**

Ouissame El Asri. Le territoire apprenant. Apprendre des territoires à partir de l'action participative. CIST2023 - Apprendre des territoires / Enseigner les territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2023, Aubervilliers, Campus Condorcet, centre des Colloques, France. pp.401-404. hal-04426709

HAL Id: hal-04426709

<https://hal.science/hal-04426709>

Submitted on 30 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le territoire apprenant. Apprendre des territoires à partir de l'action participative

AUTRICE

Ouissame EL ASRI

RÉSUMÉ

Dans un contexte de transition écologique et sociétale, les métiers de la fabrique des territoires se trouvent face à des enjeux qui les amènent à réinventer leurs pratiques. Cela ne cesse de faire émerger le besoin de former des professionnels avec des compétences qui traversent les frontières disciplinaires, capables de répondre à ces problématiques. Les questions de participation sont ainsi parmi les préoccupations d'actualité qui occupent de plus en plus de place dans les formations en architecture, urbanisme et paysage. Elles se traduisent par des outils pédagogiques divers allant des entretiens, parcours commentés... jusqu'à d'autres dispositifs combinant observation et action, notamment dans le cadre de l'atelier de projet. Quel est l'apport de la combinaison entre observation, description et action sur la construction des connaissances ? Quels types d'actions met-on place ? Qu'implique l'action sur la manière de faire et la notion du projet ?

MOT CLÉS

territoire, projet, action, apprentissage, communauté de pratique

ABSTRACT

In a context of ecological and societal transition, the professions related to the design of inhabited territories are faced with many challenges that lead them to reinvent their practices. This constantly raises the need to train professionals with skills that cross disciplinary boundaries, capable of responding to these problems. The questions of participation are thus among the current issues that are increasingly important in the training courses of architecture, urban and design planning, and landscape. It is reflected into various pedagogical tools ranging from interviews, commented pathways... up to other dispositives combining observation and action, notably as part of the project workshop/studio. What is the contribution of this combination between observation, description, and action on the construction of knowledge? What types of actions are used? What does the action imply about the way of doing the project and its concept?

KEYWORDS

Territory, Project, Action, Learning, Community of practice

Dans le contexte actuel de la transition écologique et sociétale, les métiers de la fabrique des territoires – architectes, urbanistes, paysagistes – se trouvent face à des enjeux (urbanisation croissante, réchauffement climatique, participation de la société civile) qui les amènent à réinventer leurs pratiques et missions. Ce contexte en perpétuelle transformation ne cesse de faire émerger le besoin de former des professionnels avec de nouvelles compétences qui traversent les frontières disciplinaires, capables de répondre à ces problématiques.

Dans ce même cadre, la participation des sociétés civiles dans le processus de la fabrique de la ville et des territoires prend diverses formes qui témoignent de leur capacité d'adaptation et d'innovation (Pinson, 1993 ; Matteudi *et al.*, 2020 et d'autres), à engager des changements et à interpellier les autorités. Ces initiatives sont à considérer comme des dispositifs de formation pour les urbanistes, architectes et paysagistes et, par extension, pour des disciplines traitant des questions spatiales et agissant sur le cadre de vie de l'humain. Dans ce contexte, la participation de la société civile devient un enjeu majeur pour penser et construire des projets résilients au service du vivant, dépassant la préservation de l'état actuel des choses et permettant ainsi la transition vers un monde de cohabitation.

Aujourd'hui, dans les instituts d'urbanisme et les écoles d'architecture et de paysage, on assiste à une montée en puissance de la place de la participation et/ou mobilisation citoyenne (selon son degré) dans la formation. Elle se traduit par la mise en place de dispositifs pédagogiques divers et variés allant des enquêtes et investigations de terrain, des entretiens, des parcours commentés... jusqu'à la mise en place d'autres dispositifs combinant observation et action, notamment dans le cadre de l'atelier de projet qui sollicite souvent des parties externes à l'équipe pédagogique par le biais de démarches de concertation ou de participation. Quel est l'apport de cette combinaison entre observation, description et action impliquant le citoyen sur la construction des connaissances sur les territoires ? Quel est son apport sur la pédagogie ? Quels types d'actions met-on place ? Quels dispositifs pédagogiques mobilise-t-on dans ces cas-là ? Qu'est-ce que l'action, mobilisant l'utilisateur, l'habitant, le citoyen, implique sur la manière de faire et la notion du projet ? Que nous permettent ces dispositifs d'apprendre des territoires ?

Dans cette communication, nous apportons des éléments de réponse tout en soumettant à la discussion des exemples d'ateliers de projet menés dans le cadre des formations en architecture et en urbanisme dans lesquels nous avons été impliquée et dans le cadre desquels la participation des habitants, usagers et associations était le fil conducteur. Ce travail s'inscrit également dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours sur la place de la participation dans la formation des urbanistes dans l'aire francophone méditerranéenne à travers l'atelier de projet comme outil pour coproduire la ville.

LA PARTICIPATION DANS LE MONDE DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE

La question de la participation se pose dès la fin du XIX^e (Le Maire, 2009). À cette époque, les villes européennes se trouvent dans des situations critiques vis-à-vis de la gestion d'une population croissante et des enjeux liés au développement économique dans les milieux urbains. Ceci conduit un certain nombre de pionniers de l'urbanisme à contribuer à la mise en place d'institutions, à l'image du Musée social, qui se préoccupent d'une plus étroite prise en considération des populations. P. Geddes par exemple, véritable figure qui illustre cette position, plaide « pour des dispositifs de "coopération" dans lesquels les citoyens peuvent intervenir après s'être formés par eux-mêmes librement » (cité dans Zetlaoui-Léger, 2013). Les conférences et expositions initiées notamment par Marcel Poète, ainsi que les revues de presse traitant des problématiques liées au développement des agglomérations urbaines et leur hygiène sont, de notre point de vue, une contribution à former et à sensibiliser les citoyens à ces questions. À la fin des années 1960, on assiste à l'institutionnalisation des dispositifs dits participatifs dans le champ de l'urbanisme et de l'architecture (Le Maire, 2009), enjeux pour la conduite des projets de grande envergure incitant les pouvoirs publics à s'appuyer sur des expertises extérieures en sous-estimant l'expert local, l'habitant ou l'utilisateur. L'implication de la société civile dans les démarches d'élaboration de documents réglementaires d'urbanisme ou de réalisation de projets d'aménagement se voit ainsi critiquée pour plusieurs raisons : outils limités, manque de compétences dans les administrations devant assurer ces missions, interventions tardives, démarches s'apparentant à de l'information et ne couvrant pas toutes les étapes du processus. La participation peut ainsi subir la conséquence de la standardisation avec des expériences superficielles ou normées limitant les choix et conduisant à des réalisations éloignées des attentes des populations. La consultation peut également sembler inopportune, cette dernière « consist[ant] uniquement à demander aux gens s'ils approuvent ou non ce qui a d'ores et déjà été choisi » (Hauptmann & Wates, 2010).

En effet, la partie prenante la plus concernée par le projet se trouve ainsi exclue du système de son élaboration sous prétexte de son manque de connaissances au nom d'un savoir technique et scientifique qu'elle ne maîtrise pas, ainsi que son jugement sous-estimé dans un monde et une culture d'« arts mécaniques » et d'« arts de génie » propres à des professionnels et auquel elle serait étrangère (Pinson, 1993 cité dans Zetlaoui-Léger, 2013). Elle est restée considérée pendant longtemps seulement comme la destinataire de ce système productif architectural et urbain. Face à de telles situations, plusieurs initiatives émanant des habitants, et de la société civile en général, font preuve de révolte et d'innovation pour dépasser, « contourner, détourner, modifier, bouleverser » cette « conformité » et arriver à reconquérir cette liberté par un ensemble de moyens dans différents types d'espaces pour s'exprimer¹.

L'ACTION, UN OUTIL POUR COMPRENDRE LE TERRITOIRE ET CONSTRUIRE LE PROJET

Aujourd'hui, dans les formations aux métiers de la fabrique des territoires (architecture, urbanisme, paysage), l'atelier de projet à partir d'une commande émanant d'un acteur public, privé ou associatif permet d'impliquer les acteurs du territoire dans l'exercice pédagogique et, dans certains cas, de mobiliser également les usagers et habitants concernés, notamment au moment de l'immersion sur le terrain. Ce moment de rencontre entre les étudiants et les habitants sur leur territoire, leur espace de vie quotidien peut faire émerger des actions et dynamiques qui, souvent inattendues, s'avèrent pertinentes pour le processus du projet. Combiner une action *in situ* au moment de l'immersion, en même temps que l'exercice de l'arpentage, de l'observation et de la description du territoire permet de mieux en saisir les particularités afin d'éviter de sortir un projet hors-sol tout en s'assurant d'une vision à court, moyen et long termes. Cette combinaison arrive souvent à remettre en question l'organisation et le travail des étudiants en amont et, ainsi, à déconstruire le processus classique du projet.

Le chantier participatif de Diza

Pour illustrer le propos, citons l'exemple d'un microprojet : un chantier participatif mis en place en 2019 dans le cadre d'un atelier intensif (*workshop*) entre l'École nationale d'architecture de Tétouan (ENAT) et l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-Marseille (IUAR). Le chantier, organisé dans le quartier de Diza, un quartier d'habitat spontané dans la ville de Martil au Maroc, est à nos yeux l'occasion de mesurer à une petite échelle la portée opérationnelle d'une démarche combinant observation et action. Lors de cette expérience, le chantier ne vient pas comme résultat d'un processus classique du projet pour concrétiser les orientations du diagnostic. « Les trois composantes du projet (diagnostic, conception et réalisation) s'emboîtent et sont menées de manière quasi simultanée, pour enrichir et alimenter autant la connaissance du milieu que les rouages de la mise en œuvre d'un aménagement » sur l'espace public (El Asri *et al.*, 2021). En effet, avec la mise en place du chantier dès les premiers jours de l'immersion, les habitants du quartier se sentent plus concernés, plus à l'aise, et s'investissent davantage. Au-delà de leur participation, ils prennent le temps d'échanger et de discuter entre eux et avec nous, et s'impliquent également dans la réflexion et la recherche de solutions. Ils apportent leurs « expertises » à partir de leurs mémoires, habitudes et pratiques quotidiennes de l'espace. « [Cette] approche [...] qui élargit la réflexion pour y inclure des considérations qui relèvent de la vie quotidienne [...], des détails de prime à bord insignifiants et mineurs [...] [permet] de mettre à jour des éléments de sens plus fondamentaux des pratiques et des visions symboliques du monde d'une société à un instant particulier de son histoire » (Frey & Cherkaoui, 2016). Quant aux autorités locales, elles commencent d'abord par nous attribuer les autorisations nécessaires pour pouvoir intervenir et mettre en place le chantier sur l'espace public. Une étape importante pour pouvoir mener à bien notre action et qui permet,

¹ Nous utilisons ici certains termes utilisés par D. Pinson pour parler de l'appropriation par l'habitant de l'espace, de l'habiter conforme qui lui est offert. Une appropriation qui est « exploitation maximale des libertés sans cesse réduites dans l'espace d'habitation produit et en même temps reconquête de cette liberté par un ensemble d'actes quasi-subversifs mis en œuvre par l'habitant, et qui consisteront à contourner, à détourner, à modifier, à bouleverser l'espace "conforme" pour le mettre en correspondance avec ses pratiques et ses représentations de la maison » (1993 : 149).

dans certains cas, d'ouvrir d'autres portes. Pour cette expérience, la ville et la préfecture ont mis à notre disposition des moyens (matériaux et outils) ainsi que certains agents, notamment à travers le nettoyage de l'espace. Ce type d'action attire ainsi l'attention des autorités et pouvoirs publics sur un espace précaire et « marginalisé ». Cela constitue une occasion de s'y intéresser et d'élargir les perspectives pour commencer à l'aborder.

Figure 1 (gauche). Quartier Diza, Martil, Maroc
Source : étudiants IUAR-ENAT, novembre 2019



Figure 2 (droite). Réunion de travail à la maison des associations, Martil, Maroc
Source : étudiants IUAR-ENAT, juin 2019



La dynamique enclenchée par cette action coconstruite et « co-menée » avec les acteurs en présence (autorités, techniciens, associations et habitants du quartier, équipes enseignantes et étudiantes) permet d'abord une meilleure compréhension du contexte en mobilisant une intelligence collective à partir des « expertises » de tous.

Les interactions grâce à l'action sont un prétexte pour saisir les jeux d'acteurs, les règles informelles de fonctionnement de l'espace public, les conflits d'usage qui nous auraient échappé dans le cadre d'un processus plus conventionnel. Même si l'aménagement mis en place n'a pas duré et a connu un échec après quelques mois, l'action a permis d'informer davantage sur le territoire y compris après la fin du *workshop*, grâce à nos liens avec les acteurs locaux et à un deuxième intensif largement alimenté par l'expérience du chantier. Ainsi, l'action devient-elle dans ce cas-là « un outil d'extraction de données sociologiques et donc un instrument de recherche, en plus d'être un moment de concrétisation des orientations du diagnostic et de la conception » (El Asri *et al.*, 2021). Le contexte de cette action devient l'occasion de soumettre rapidement des idées et de provoquer un débat. L'objectif est de faire réagir les acteurs et habitants en présence pour une meilleure prise en compte de la maîtrise d'usage « ... qui ne se limite plus à effectuer des entretiens et à présenter les résultats finaux des travaux des étudiants, mais engage tout le monde, dans la durée, dans la coconstruction des projets, sur le territoire, avec les connaissances et expertises en présence » (*ibid.*).

Figure 3 (gauche). Chantier participatif, quartier Diza, Martil, Maroc
Source : étudiants IUAR-ENAT, juin 2019



Figure 4 (droite). *Workshop* accessibilité et ville inclusive, quartier Moulay Ismail, Salé, Maroc
Source : étudiants ENAR-IUAR, novembre 2022



Figure 5. Parcours commenté avec une maman d'enfant en situation de handicap, quartier Moulay Ismail, Salé, Maroc
Source : étudiants ENAR-IUAR, novembre 2022



Le microprojet de Moulay Ismail

Citons un autre exemple d'atelier intensif entre l'École nationale d'architecture de Rabat (ENAR) et l'IUAR, réalisés en novembre 2022 sur les questions d'accessibilité et les problématiques que soulève la ville inclusive. Lors de cette expérience menée dans le quartier Moulay Ismail à Salé, il n'était pas question de la mise en place d'une action « concrète » à l'image du chantier participatif, mais plutôt d'engager la réflexion sur le montage de microprojets avec des associations. Cette action part certes d'une idée « non concrète » mais arrive à projeter facilement l'interlocuteur dans un futur proche. Elle permet également de faire émerger de nouveaux acteurs dans le contexte local, qui sont nécessaires pour le système et la chaîne de montage et de financement dudit microprojet. C'est en diversifiant les outils pédagogiques participatifs et en multipliant les séances de travail dans différents lieux (sièges d'associations, commune, chez l'habitant, dans un parc...) que la diversité d'acteurs impliqués peut être assurée.

Plus les acteurs et habitants sont impliqués, plus ils sont en capacité de s'exprimer et de rendre compte de leurs véritables besoins et propositions, et ainsi de s'approprier et de faire évoluer le projet. Une démarche certes plus lente et qui demande plus d'investissement, mais qui permet la coproduction de connaissances et la coconstruction de projets propres au contexte local, tout en réinterrogeant le processus classique du projet.

CONCLUSION

Prendre le territoire dans toute son épaisseur, en tenant compte des acteurs et usagers en présence, non pas d'une manière passive (questionnaires, entretiens, etc.) mais en combinant observation et action, en provoquant cette action, rajoute une dimension apprenante à la manière d'intervenir sur l'existant et de produire des connaissances, qu'elles concernent l'objet du travail (le territoire lui-même) ou la pédagogie et la démarche mises en place pour l'aborder. À travers cette approche, il convient alors de parler d'une véritable communauté de pratique en développement (Wenger, 2005) qui s'organise entre les étudiants, enseignants et tout autre acteur impliqué, à ne pas confondre avec un groupe – les membres de cette communauté ayant une identité ou un sentiment d'appartenance plus développé (Gressier, 2009). Cette approche constitue un moment de rencontre entre différentes trajectoires individuelles d'apprentissage qui se développent dans un « paysage » de pratique, processus qui sous-entend l'engagement et la participation de chaque individu au sein de la communauté (Wenger *et al.*, 2002).

RÉFÉRENCES

- El Asri O., Cherkaoui H., Matteudi E., 2021, « L'atelier international d'urbanisme : une nouvelle manière d'interroger la formation et la profession ? », *Riurba*, n° 12, numéro thématique « Enseigner par l'atelier 2. Chantiers de recherche et retours d'expériences pédagogiques » [riurba.review/Revue/latelier-international-durbanisme-une-nouvelle-maniere-dinterroger-la-formation-et-la-profession/].
- Frey J.-P., Cherkaoui H., 2016, *Les voies erratiques de l'urbanisation. Être architecte et devenir urbaniste en Afrique du Nord*, Paris, L'Harmattan.
- Gressier A., 2009, « Une nouvelle forme d'organisation du travail collaboratif : les communautés de pratique », *Marché et organisations*, 10(3), p. 113-134 [doi.org/10.3917/maorg.010.0113].
- Hauptmann E., Wates N., 2010, *Concertation citoyenne en urbanisme. La méthode du community planning*, Paris, éd. Adels et Yves Michel, « Société civile ».
- Le Maire J., 2009, *La grammaire participative. Théories et pratiques architecturales et urbanistiques, 1904-1968*, thèse de doctorat en architecture, sous la direction de D. Rouillard, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Matteudi E., Chahid F., Péricard M., 2020, *La face cachée des sociétés civiles au Maghreb*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- Pinson D., 1993, *Usage et architecture*, Paris, L'Harmattan.
- Wenger E., 2005 *La théorie des communautés de pratique. Apprentissage, sens, identité*, Québec, Presses de l'Université de Laval [trad. G. Fernand].
- Wenger E., McDermott R., Snyder W. M., 2002, *Cultivating Communities of Practice: A Guide to Managing Knowledge*, Boston (MA), Harvard Business School Publishing.
- Zetlaoui-Léger J., 2013, « Urbanisme participatif », *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation (DicoPart)*, La Plaine Saint-Denis, GIS Démocratie et participation [hal.science/hal-01758834].

L'AUTRICE

Ouissame El Asri

AMU – LIEU

Chaire Sociétés civiles, transitions urbaines et territoriales en Méditerranée

elasri.ouissame@gmail.com